**Modèle de lettre de licenciement en raison du recrutement d’un fonctionnaire avec proposition de reclassement**

🕬 Les mots inscrits en italique et cet encadré doivent faire l’objet d’un choix et/ou être enlevés dans la version définitive de l’arrêté.

*Logo ou blason de la collectivité territoriale ou de l’établissement public*

*Nom de la collectivité territoriale ou de l’établissement public*

**Madame, Monsieur**

**… *(Nom et prénom de l’agent)***

**… *(Adresse postale)***

… *(nom de la commune ou de la commune siège de la collectivité territoriale ou de l’établissement)*, le … *(date)*

*… (Dénomination du service en charge du dossier)*

*Dossier suivi par : … (prénom NOM de l’agent en charge du suivi de ce dossier) [[1]](#footnote-1)*

*Adresse* *de messagerie (boîte de messagerie générique du service ou boîte personnelle)*

*Nos réf. : Lettre n°20…-… (n° de chrono)*

*Lettre recommandée avec accusé de réception (ou remise en main propre contre décharge)*

Objet : Lettre de licenciement en raison du recrutement d’un fonctionnaire avec proposition de reclassement

*Madame ou Monsieur,*

Par courrier en date du … (*date du courrier de convocation à l’entretien préalable*), je vous ai convoqué à un entretien préalable qui a eu lieu le … (*Date*), à … *(Lieu)*, en présence de *… (indication des prénoms, noms et fonctions des personnes présentes) OU en ma présence et celle de … (indication des personnes présentes en plus du signataire de la lettre)* portant sur le licenciement en raison du recrutement d’un fonctionnaire envisagé à votre encontre.

Préalablement à cet entretien, vous avez été invité à prendre connaissance de votre dossier individuel, et tous les documents annexes afférents, que vous êtes venu consulter le … (*date*) à … *heures)[[2]](#footnote-2),*à … *(lieu)* OU que vous n’êtes pas venu consulter.

Au cours de l’entretien préalable, vous étiez assisté(e) de Madame ou Monsieur … *(prénom et NOM)* … *(fonctions ; ex : avocat)* OU vous avez fait le choix de ne pas vous faire assister.

Par ailleurs, la Commission Consultative Paritaire a émis un avis … *(indication de l’avis émis par la CCP),* le … *(date)*

En vertu de l’article 39-5 du décret n°88-145 du 15 février 1988, vous êtes invité(e) à solliciter votre reclassement, avant le …[[3]](#footnote-3) . Si vous sollicitez ce reclassement, je porte à votre attention que les propositions de reclassement vous parviendront, à votre adresse personnelle, par courrier recommandé avec accusé de réception.

Si vous ne souhaitez pas être reclassé(e) ou si votre demande de reclassement est présentée hors délai ou si vous refusez la proposition d’emploi qui vous est faite ou si aucun emploi vacant ne peut vous être proposé, je vous informe que vous serez alors licencié(e) pour transformation du besoin ou de l’emploi conformément aux dispositions des articles 39-3 à 49 du décret n°88-145 du 15 février 1988 précité.

En l’absence de reclassement, tenant compte de vos ... *(nombre)* jours de congés annuels restants à courir et de la durée de votre préavis qui est de … (jours), votre licenciement prendra effet le … *(date effective du licenciement)*.

*(Le cas échéant)* Conformément à l’article 40 du décret n°88-145 du 15 février 1988, votre durée de préavis tient compte de votre reconnaissance comme personne en situation de handicap.

A la même date, vous serez rayée des effectifs de … *(dénomination de la collectivité ou de l’établissement)* et cesserez d’être rémunéré(e).

Vous percevrez une indemnité de licenciement d’un montant de … euros, versée en une seule fois.

Je vous joins, en annexe à ce courrier, les documents suivants :

* Certificat de travail
* *Solde de tout compte [[4]](#footnote-4)*
* Attestation employeur

Le présent courrier peut faire l’objet d’un recours gracieux auprès du *Maire de la commune* *OU du Président/ de la Présidente de … (dénomination de la collectivité territoriale ou de l’établissement public concerné)* et/ou d’un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif d’Orléans, situé 28 rue de la Bretonnerie, 45057 Orléans dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Le tribunal administratif peut être saisi par l’application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet http://telerecours.fr

Je vous prie d’agréer, *Madame ou Monsieur*, l’expression de mes sentiments distingués.

*Le-la* *Maire-Président/Présidente*

*Prénom NOM*

**--------------------------------------------------------------------------------------------------------------**

Remis en mains propres le …

Signature de l’agent

OU Notifié le ….

Signature de l’agent

1. *L’indication du prénom et du nom de l’agent en charge du suivi du dossier est une obligation juridique prévue à l’article L.111-2 du Code des relations entre le public et l’administration.* [↑](#footnote-ref-1)
2. *Vous devez inscrire la date figurant dans le procès-verbal de consultation du dossier*  [↑](#footnote-ref-2)
3. *Echéance calculée en appliquant une durée correspondant à la moitié de la durée du préavis auquel a droit l’agent* [↑](#footnote-ref-3)
4. *Ce document n’est pas obligatoire* [↑](#footnote-ref-4)